

résultat mentionné à l'article **D. 1142-3** est inférieur à quatre-vingt-cinq points. L'objectif de progression fixé le cas échéant à l'indicateur mentionné au 1° des articles D. 1142-2 et **D. 1142-2-1** doit permettre d'assurer le respect des dispositions relatives à l'égalité de rémunération prévues à l'article **L. 3221-2**.

Ils sont publiés sur le site internet de l'entreprise lorsqu'il en existe un, sur la même page que le niveau de résultat et les résultats mentionnés à l'article **D. 1142-4 du code du travail**, dès lors que l'accord ou la décision unilatérale est déposé dans les conditions prévues à l'article **D. 2231-4** du même code.

Ils sont consultables sur le site internet de l'entreprise jusqu'à ce que celle-ci obtienne un niveau de résultat au moins égal à quatre-vingt-cinq points. A défaut de site internet, ils sont portés à la connaissance des salariés par tout moyen.

D. 1142-6-2

Décret n°2022-243 du 25 février 2022 - art. 1

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Les mesures de correction envisagées ou déjà mises en œuvre, les objectifs de progression de chacun des indicateurs, ainsi que les modalités de publication de ces mesures et de ces objectifs, sont transmis aux services du ministre chargé du travail selon la procédure prévue au dernier alinéa de l'article **D. 1142-5**, dès lors que l'accord ou la décision unilatérale mentionné aux articles **D. 1142-6** et **D. 1142-6-1** est déposé.

Ces informations sont également mises à la disposition du comité social et économique dans les conditions prévues au deuxième alinéa de l'article **L. 2312-18**.

D. 1142-7

Décret n°2019-15 du 8 janvier 2019 - art. 1

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Chaque directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi désigne un ou plusieurs référents chargés d'accompagner les entreprises de cinquante à deux cent cinquante salariés, à leur demande, pour le calcul des indicateurs mentionnés à l'article **D. 1142-2** et, le cas échéant, pour la définition des mesures adéquates et pertinentes de correction.

D. 1142-8

Décret n°2022-243 du 25 février 2022 - art. 1

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

L'entreprise ne peut se voir appliquer la pénalité mentionnée à l'article **L. 1142-10** avant l'expiration d'un délai de trois ans à compter de la publication d'un niveau de résultat de moins de soixante-quinze points. Si elle atteint un niveau de résultat au moins égal à soixante-quinze points avant l'expiration de ce délai, un nouveau délai de trois ans lui est accordé pour mettre en œuvre des mesures de correction à compter de l'année où est publié un niveau de résultat inférieur à ce nombre.

L'entreprise de moins de cinquante salariés dont l'effectif atteint cinquante salariés a trois ans pour appliquer les dispositions prévues au premier alinéa de l'article **D. 1142-4** et aux articles **D. 1142-5** à **D. 1142-6-2**. Les modalités de calcul des effectifs sont celles prévues aux articles **L. 1111-2**, **L. 1111-3** et **L. 1251-54**.

D. 1142-9

Décret n°2019-15 du 8 janvier 2019 - art. 1

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Lorsque l'agent de contrôle de l'inspection du travail constate que le niveau de résultat mentionné à l'article **D. 1142-3**, est, depuis trois ans, inférieur à soixante-quinze points, il transmet au directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi un rapport sur cette situation.

D. 1142-10

Décret n°2019-15 du 8 janvier 2019 - art. 1

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Lorsque le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi envisage de prononcer la pénalité mentionnée à l'article **L. 1142-10**, il en informe l'employeur, par tout moyen permettant de conférer date certaine de sa réception par le destinataire, dans un délai maximum de deux mois à compter de la date de transmission du rapport mentionné à l'article **D. 1142-9**.